Bulletin de l'Initiative communiste-ouvrière

# Communisme-ouvrier

n° 1 | sept. 10

www.communisme-ouvrier.info | contact@communisme-ouvrier.info | 06 17 56 01 74

# 60 ans, pour tous et toutes, dans toute l'Europe !

*La menace actuelle sur l'âge de la retraite en France n'est pas une question hexagonale. C'est la mise en application de « recommandations » de l'Union européenne.*

Sous l'euphémisme délicat de « vieillissement actif », la commission européenne recommande depuis plusieurs années aux 27 états membres de relever l'âge de la retraite, officiellement pour garantir le fonctionnement à long terme du système de retraites. Le paradoxe saute aux yeux, puisque les mêmes documents insistent sur la nécessité d'encourager, y compris par la fiscalité, le « travail des seniors ».

Derrière cet autre euphémisme se cache une réalité brutale : les entreprises n'ont aucun intérêt à conserver des salariés âgés, fatigués ou handicapés par leurs années de boulot. Ils préfèrent les virer, au mieux les mettre en préretraite, avant l'âge actuel de départ. **Donc, remonter cet âge ne fera que prolonger leurs années de chômage, pas leurs années d'emploi.**

Les experts de l'Union européenne savent parfaitement cela. Leur calcul est, à moyen terme, d'augmenter la masse de main d'œuvre en activité, quelques soient les drames humains que peuvent causer les « ajustements » nécessaires. Leur logique est le fondement même de la conception capitaliste de l'être humain, qui n'existe que comme producteur, comme source de profit.

## Les patrons veulent des vieux, mais jeunes !

Une enquête récente auprès de patrons belges montre que ceux-ci veulent bien des salariés de plus de 50 ans : s'ils sont en bonne santé, s'ils sont motivés, s'ils tiennent le rythme, le stress et la pression, s'ils n'ont pas besoin d'adaptations du poste de travail, s'ils ne coûtent pas trop cher… bref, ils veulent bien des vieux s'ils sont jeunes ! Ce sont donc les patrons eux-mêmes qui admettent que ça ne sert à rien d'élever l'âge de la retraite.

En France, l'âge de 60 ans est un compromis né de la lutte des classes. Mais surtout, cet âge de 60 ans a depuis peu une importance nouvelle : c'est désormais le plus favorable dans l'Union européenne (sauf la Roumanie, où c'est 58 ans pour les femmes, mais 63 pour les hommes). Avec les politiques mises en place à travers l'Europe, depuis plusieurs années, la France est le dernier pays à avoir conservé une retraite à 60 ans.

## La retraite, un privilège ?

Si l'on veut parler d'Europe « sociale », si l'on veut unifier le droit du travail au bénéfice des salariés, il faut le faire « par le haut », c'est-à-dire en s'alignant sur les meilleures situations existantes, pas sur les pires. **Pour nous qui voulons une Europe socialiste, c'est donc la revendication minimale : départ à la retraite à 60 ans, pour tous les travailleuses et les travailleurs, dans toute l'Europe.**

Chaque pays a son système, par répartition (comme en France) ou par capitalisation – c'est le modèle que l'Union européenne favorise. Il est courant de discuter des mérites de l'un ou l'autre, et de débattre à l'infini sur les modalités d'une retraite plus « équitable ». Mais il ne faut pas se voiler la face : malgré des aménagements, les femmes continuent de percevoir une retraite bien inférieure à celle des hommes, parce qu'elles ont sont plus touchées par de la précarité, parce que c'est presque toujours elles qui s'arrêtent de travailler pour élever des enfants…

Même chose pour toutes celles et ceux qui ont connu des période de chômage, de précarité, de travail au black, ou qui ont commencé à bosser tard à cause des études. Eux savent que, même sans réforme du système actuel, ils ne toucheront jamais une retraite complète. C'est pour cela qu'il faut affirmer un droit absolu à une retraite complète à 60 ans, avec un montant qui ne soit pas inférieur au salaire minimum

▪ **Nicolas Dessaux**

### 60 ans c'est déjà trop !

Alors que la dégradations des conditions de boulot, la souffrance au travail et la pression des chefs poussent des salarié(e)s, que ce soit à Peugeot-Mulhouse, à France Télécom, à l'ONF ou ailleurs, au suicide, que l'accroissement des cadences et de la charge de travail rendent les huit heures passées à l'usine, au bureau ou au chantier de plus en plus insupportables, et le tout avec les menaces de licenciements et des salaires au rabais, 60 ans c'est déjà bien trop ! Pas question de bosser un jour de plus !

### Une journée d'action et après ?

Face aux attaques contre les retraites ou plus largement face à la politique anti-ouvrière du gouvernement, la stratégie des directions syndicales se limite à des journées d'action espacées… Mais pour gagner, c'est à un coup de colère général et massif du monde du travail qu'il faut se préparer, à un nouveau juin 36 ou mai 68. Dans nos entreprises et nos villes, organisons dans cette perspective, malgré et s'il le faut contre les dirigeants des confédérations syndicales.

0,20€

### Le travail, c'est ceux qui le connaissent le moins qui en parlent le plus

Le 30 août, Woerth, ministre français du travail, a déclaré « La retraite à 62 ans, c'est retenir un âge de raison »... pourtant selon une étude publiée par l'INED en 2003, un ouvrier de 35 ans peut aujourd'hui espérer une « vie sans incapacité sensorielle ou physique » jusqu'à... 59 ans ! Mais c'est clair que ce n'est pas à la tête des ministères que l'on sait ce que sont les douleurs chroniques, les tympans abîmés et autres cadeaux d'une vie passée à l'usine.

## En bref

- Au Gabon, l'appel à la grève générale a permis de gagner 5% de baisse de prix de l'électricté et de l'eau, et 5% sur le prix du gaz. Le gouvernement a cêdé avant que la grève ne commence !
- Au Bengladesh, les ouvrières du textile ont obtenu 80% d'augemtation de salaire, après plusieurs mois de manifestations. Quand on dit que seule la lutte paie !
- En Afrique du Sud, les fonctionnaires réclament "seulement" 8,6% d'augmentation. Au 10e jour de grève, le gouvernement n'a pas encore cêdé, mais l'armée menace de se joindre au mouvement.
- Initiative communiste-ouvrière soutient les sites *Le Jura Libertaire* et *Indymedia Grenoble*, menacés par une plainte de Brice Hortefeux. Ce ministre ne comprend visiblement pas pourquoi on n'aime pas ses flics...
- Notre camarade Layla Muhammad, fondatrice et dirigeante du Parti communiste-ouvrier d'Irak, militante des droits des femmes, est décédée le 24 juillet en Australie, où elle vivait en exil.



**Layla Muhammad à Bagdad, 2004**

## Qui sommes nous ?

Le communisme-ouvrier, c'est le mouvement de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste et pour la libération de l'humanité de toute forme d'oppression. C'est une société sans classes, c'est l'abolition du salariat, la propriété commune des moyens de production, l'égalité et la liberté. C'est une société qui applique réellement le principe « *de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins* ».

Le communisme, ce n'est ni l'indépendance nationale, ni l'étatisation de l'économie, ni la nostalgie de l'URSS, de la Chine ou de toute autre dictature soi-disant socialiste, ni le soutien à n'importe quel réactionnaire sous prétexte qu'il est anti-impérialiste.

Dans les luttes sociales, contre l'exploitation capitaliste, contre le sexisme, contre le racisme, contre le nationalisme, contre l'intégrisme, contre le totalitarisme, contre toute forme d'oppression et les discriminations, les communistes sont là, pour préparer la révolution et le véritable changement social.

# Le racisme est une honte pour l'humanité...

CHASSE AUX SANS-PAPIERS, campagne chauvine sur la prétendue « identité nationale » qui s'est avéré être un concours entre politiciens des déclarations xénophobes les plus puantes, nouvelle campagne cet été contre les citoyens européens roms... **les raisons de dénoncer le chauvinisme et la xénophobie du gouvernement ne manquent pas !** Le racisme, le sexisme, les fausses identités « ethniques », « nationales » ou « religieuses » construites par les dirigeants pour nous diviser et remettre en cause notre identité humaine sont des hontes pour l'humanité que les communistes ont toujours combattu.

### Mais cette république n'est pas la notre !

C'EST DONC AVEC RAISON que plusieurs organisations politiques, syndicales et associatives appellent à manifester contre le racisme le 4 septembre. Mais cet appel fait référence à ce qui serait « notre » république et « notre » constitution. Or, pour nous, travailleuses et travailleurs, cette république fondée sur le sang des Communards n'est pas la notre !

Faut-il rappeler que la forme républicaine de l'État s'est stabilisé, en France, sur le sang des insurgés de la Commune de Paris ? Que c'est sous le drapeau de la République qu'une génération d'ouvriers et de paysans a été envoyée à la boucherie entre 1914 et 1918 ? Que c'est la république qui a donné les pleins pouvoirs à Pétain en 1940 ? Que c'est à cette république que l'on doit les massacres coloniaux en Indochine, à Madagascar, en Algérie et ailleurs ? Que c'est cette république qui a offert une carrière politique à Papon, ancien préfet de Bordeaux responsable de la déportation des Juifs vers les camps d'extermination nazis, et qui, sous un gouvernement républicain, devenu préfet de Paris, a organisé le massacre de centaines d'ouvriers algériens d'octobre 1961 ?

Plus près de nous, c'est toujours sous cette république que l'armée française a participé aux bombardements sur l'Irak, la Yougoslavie et l'Afghanistan, sans compter le soutien aux pires dictatures d'Afrique, avec y compris la collaboration lors du génocide au Rwanda en 1994. Et, en France, ce sont bien les lois de la République qui garantissent des profits exorbitants à une minorité de bourgeois, et **nous condamnent, nous les travailleurs et les travailleuses, aux bas salaires, aux licenciements, aux conditions de travail de plus en plus insupportables, au chômage et à la précarité.** Bref, cette république, cet État, cette constitution ne sont pas les nôtres, à nous travailleurs et travailleuses, mais les formes de la dictature des bourgeois sur notre classe et sur toute la société.

Notre république à nous, travailleuses et travailleurs, elle reste à construire, sur la base des conseils ouvriers, de **l'abolition de la propriété privée des moyens de production et du salariat,** et sur les ruines de l'actuelle dictature bourgeoise, fut-elle sous forme républicaine.

▪ **Camille Boudjak**

# Contre le racisme anti-roms




## Qui sont les roms ?

« Rom » signifie « homme » en langage romani, c'est par ce terme que les roms se désignent eux-mêmes. Partis d'Inde du Nord au IX° siècle, on estime qu'ils arrivent dans le sud-est de l'Europe dans le dernier quart du XIII° siècle. Ils y sont réduits en esclavage par le féodalisme, le terme « tsigane » est d'ailleurs devenu synonyme d'*esclave* en roumain. La Roumanie n'abolira l'esclavage et le servage qu'en 1864. Les roms sont aujourd'hui dispersés dans le monde entier, surtout en Europe (où ils sont sédentaires à 96%), les pays où ils sont les plus nombreux étant la Roumanie et la Bulgarie.

Les roms n'ont pas seulement été réduits en esclavage jusqu'au XIX° siècle et exterminés par les nazis, ils sont restés des cibles habituelles. Depuis longtemps, la France a par exemple adopté des mesures discriminatoires et répressives à leur égard (carnet anthropométrique obligatoire pour les nomades en 1912, internement pendant la seconde guerre mondiale, etc.). La Roumanie et la Bulgarie sont entrées dans l'Union européenne au 1er janvier 2007. Le gouvernement italien de Berlusconi a ouvert la chasse dès son retour au pouvoir en 2008 en procédant lui aussi à des opérations anti-roms très médiatisées.

## En bref...

### De l'argent il y en a, dans les caisses du patronat

Pour nous, des salaires, des allocations chômage et des pensions de retraite au rabais, de moins en moins de financements pour les services utiles à la population comme les écoles et les hôpitaux, de plus en plus de salariés obligés d'aller aux restaurants du coeur ou sans logement, de moins en moins de médicaments et de soins remboursés... mais il faut encore nous serrer la ceinture parce que « c'est la crise ». Et chez les riches ? Owen-Jones Lindsay, dirigeant de l'Oréal, en retraite depuis 2006, touche une retraite annuel de 3,4 millions d'euros soit 400 fois le minimum vieillesse !

### Ils s'engraissent, nous on crève !

France Télécom a annoncé que 3,7 milliards d'euros seront distribués aux actionnaires en 2010 et prévoit déjà la même somme pour 2011 et 2012. Partagé entre les 180.000 salariés du groupe, cela aurait fait 20.000 euros par employé. Mais aux salariés, on laisse les conditions de travail inhumaine, quitte à les pousser au suicide, pour les profits d'une minorité.

## Notre communiqué

« Quiconque a un minimum de sentiments humains ne peut qu'être horrifié par la nouvelle campagne raciste du gouvernement Sarkozy contre les roms. A Saint-Étienne, en Région Parisienne ou ailleurs, d'énormes moyens policiers sont mis en place pour détruire les « campements illégaux » de roms, alors même que la loi imposant des « emplacements de séjour pour nomades » dans toutes les communes de plus de 5.000 habitant(e)s n'a jamais été respectée par de nombreuses municipalités et que, surtout, aucune politique n'a jamais été mise en place pour offrir aux roms de Roumanie ou de Bulgarie, le plus souvent sédentaires depuis des générations, des habitations et des conditions de vie décentes.

Ne serait-ce que l'annonce lors du Conseil des Ministres du 21 juillet d'une réunion sur les « problèmes que posent les comportements de certains parmi les gens du voyage et les Roms » est à vomir. La majorité des roms vivant en France sont de nationalité française, quant à ceux de Roumanie ou de Bulgarie, faut-il rappeler qu'ils sont des citoyens européens ? Les préjugés d'un autre âge qui justifieraient l'envoi de contrôleurs du fisc dans les campements roms sous prétexte que les caravanes ne seraient plus tirées par des mulets apparaissent d'autant plus scandaleux quand on apprend que bien des membres du gouvernement ont été généreusement arrosés par des centaines de milliers d'euros par Bettancourt, la première fortune de France.

Si la xénophobie d'État vis-à-vis des travailleurs immigrés est déjà scandaleuse, que penser de mesures comme le renvoi à la frontière et la prise d'empreintes digitales, avec création de fichiers spéciaux, à l'encontre de citoyens bulgares ou roumains, c'est-à-dire de citoyens de l'Union Européenne, sur la seule base de leur origine rom ? Il faut remonter aux pires heures de l'histoire européenne du 20e siècle pour qu'un peuple soit ainsi, et de façon officielle, stigmatisé et touché par de telles mesures discriminatoires.

Aujourd'hui encore les Roms sont le peuple d'Europe qui est le plus victime de discriminations, de violences et de racisme. Au-delà de la nécessité de lutter contre les récentes mesures et campagnes racistes de l'État français contre les Roms, nous appelons aussi à une lutte pour une égalité réelle pour tous les habitant(e)s de l'Union Européenne, quelques soient leurs origines, couleurs de peau, langues ou situation administrative.

Pour les roms, cette égalité signifie, entre autres : **la reconnaissance des crimes commis par les États européens contre le peuple rom**, et en particulier le génocide, **la reconnaissance du romanî comme une des langues de l'Union Européenne** et bien entendu **l'abolition de toutes les mesures d'exception**.

Rejetant, en tant que communistes, toute forme de racisme, ainsi que les fausses identités nationales, ethniques et religieuses, nous luttons pour un monde où chaque être humain puisse bénéficier d'une vie digne du 21e siècle ».

**▪ Initiative communiste-ouvrière**

Téléchargez *France pays des droits des roms*
http://www.infokiosques.net/spip.php?article356

# INTERNATIONAL

# « 100 villes dans le monde contre la lapidation »

*Depuis le mois de juin 2010 et le message des enfants de Sakineh Ashtiani, iranienne condamnée à mort par lapidation, au monde pour sauver leur mère, le Comité International Contre la Lapidation, animé par notre camarade Mina Ahadi, s'est mobilisé pour faire connaître la situation de Sakineh et dénoncer la pratique barbare de la lapidation.*

C'est dans le cadre de cette mobilisation que le Comité International contre la Lapidation a appelé à faire du 28 août une journée de mobilisation mondiale « 100 villes contre la lapidation ».

## L'objectif des 100 villes a été dépassé

L'objectif des 100 villes a été non seulement atteint mais dépassé. Le 27 août déjà, on comptait 113 actions confirmées dans 111 villes. En Belgique, 350 personnes ont manifesté à Bruxelles, mais des actions étaient également organisées à La Louvière (une centaine de personne), Charleroi (une cinquantaine), Huy et Zottegem.

En France, en plus d'un rassemblement Place du Trocadéro à Paris (environ 250 personnes), des mobilisations ont eu lieu à Lyon où 200 personnes étaient présentes, à Besançon (une centaine de participants), mais aussi à Narbonne, Poitiers, Montpellier, Toulouse et Le Mans sans oublier un rassemblement d'une centaine de personnes à Saint-Denis sur l'île de la Réunion. De telles actions ont eu lieu dans de nombreux pays européens, au Canada, aux États-unis, mais aussi en Géorgie, en Turquie, en Irak, en Israël, au Kenya, au Nigeria et au Brésil. Et, même en Iran, à Rasht, un groupe d'étudiants communistes a tenu à marquer cette journée en collant dans des lieux publics, malgré la terreur policière, des affiches signées du PCOI (Parti communiste-ouvrier d'Iran) contre la lapidation et pour la libération de Sakineh.

## Pour en finir avec ce régime misogyne et meurtrier

Un moment fort de cette journée du 28 août fut lorsque Sajjad, le fils de Sakineh, a appelé en direct Mina Ahadi qui manifestait à Washington pour s'adresser aux manifestant(e)s en ces mots : « Mes salutations à toutes celles et tous ceux qui participent aux manifestations pour ma maman et à celles et ceux qui ont des pancartes dans les mains. Je veux dire que je vous aime beaucoup et que je vous remercie pour votre gentillesse et votre attention. (...) Nous voulons que le monde entier nous aide dans cette épreuve. Tous ceux qui nous soutiennent en Iran, comme Houta Kian (l'actuel avocat de Sakineh), sont en danger. »

Loin de se mettre derrière les États occidentaux contre l'Iran, ces protestations contre une forme particulièrement barbare de mise à mort par le régime misogyne de Téhéran sont en solidarité avec la lutte du peuple d'Iran. Ainsi, prenant la parole à Lyon au nom du *Comité international contre les exécutions*, une camarade a déclaré « Pour en finir avec ce régime misogyne et meurtrier, nous comptons sur la solidarité des peuples du monde et surtout sur le soulèvement du peuple d'Iran. Nous tenons à rappeler qu'une intervention militaire contre l'Iran ne ferait qu'accroître les souffrance de la population iranienne mais serait aussi un cadeau pour le régime. ».

Et la déclaration finale de cette journée du 28 août précise : « Nous déclarons donc, catégoriquement, au nom de de la population civilisée du monde, que le chemin de libération du peuple iranien ne passera pas par des menaces ou une action militaire contre le pays mais par l'expulsion du régime de la République islamique grâce à la puissance des luttes du peuple en Iran et à travers le monde. »

## Ni sanctions économiques, ni intervention militaire

A La Louvière, le discours fait au nom des organisateurs se terminait par ces mots : « Nous n'appellerons aujourd'hui, ni à des sanctions économiques, ni à des sanctions militaires contre le régime d'Amadinedjad, car **nous n'oublions pas que les premières victimes en seraient les femmes et la population d'Iran.** Néanmoins, en solidarité avec Sakineh, les femmes et la population iraniennes, revendiquons : la libération inconditionnelle et immédiate de Sakineh Mohammadi Ashtiani ; l'abolition de la peine de mort et de la peine de lapidation en Iran comme partout dans le monde ; l'abolition de l'apartheid sexiste et la pleine égalité entre les femmes et les hommes, en Iran, comme ailleurs. »

Et l'intervention faite au nom du PCOI à Besançon était on ne peut plus claire : « la lutte pour en finir avec les atrocités comme la lapidation et la peine de mort fait partie intégrante de la lutte des ouvriers pour en finir avec la barbarie et pour créer une société humaine. C'est la classe ouvrière et plus largement la population iranienne qui, grâce à la solidarité internationale, pourra renverser le régime islamique, pas une intervention des États occidentaux. **La lutte révolutionnaire qui a commencé depuis juin 2009 pour renverser la République Islamique d'Iran**, loin d'être un cadeau pour les États occidentaux, montre qu'en Iran comme ailleurs, la révolution est le meilleur moyen pour en finir avec l'oppression ! »

Pour les communistes-ouvriers, la solidarité avec le soulèvement en Iran et la lutte contre 31 ans d'exécutions, de lapidations (au moins 150 depuis l'instauration de la République Islamique) et de crimes contre l'humanité, fait partie intégrante de **notre combat pour la liberté et l'égalité à l'échelle mondiale.** D'ailleurs, si des chefs d'Etat bourgeois ont dénoncé la condamnation de Sakineh, on pourra très bientôt vérifier s'ils passeront des paroles aux actes : Ahmadinejad est attendu à New York en septembre pour une conférence de l'ONU. Il y a fort à parier qu'il y sera accueilli par les autres chefs d'État comme l'un des leurs et qu'il n'en sera pas expulsé comme bourreau du peuple d'Iran.

▪ **Camille Boudjak**

**Site du Comité International Contre la Lapidation**
http://stopstonningnow.com/wpress/
**Informations régulières sur l'Iran en français**
http://iranenlutte.wordpress.com/